

note n°12/2014

2 juillet 2014

David Rigoulet-Roze

Enseignant, chercheur à l'Institut d'analyse stratégique (IFAS)

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Arabie saoudite : la question de la succession et l'équilibre interne et externe du royaume

Résumé

Le royaume d'Arabie saoudite constitue donc *stricto sensu* un Etat dynastique, dont l'identité « nationale », au sens occidental du terme, n'a jamais constitué le primat de son existence politique sur la scène internationale. Depuis la mort d'Ibn Saoud en 1953, ses descendants se sont succédés sur le trône selon un mécanisme particulièrement complexe, induit par la logique utérine de la descendance polygame et donc prolifique du souverain fondateur, ce qui conduit à la constitution de multiples « clans » dont la rivalité est plus ou moins ouverte. Chaque « clan », en effet, tente de promouvoir l'un des siens à la tête des postes les plus importants du régime, en particulier ceux qui touchent à la sécurité du royaume. Cette organisation « clanique » a donc logiquement nombre de répercussions sur la structure, le fonctionnement et la direction des forces armées et/ou de sécurité. Si le choix des décisionnaires se fait toujours au sein des membres de la famille royale, cette affiliation « tribale » en général,

et « clanique » en particulier, détermine toujours assez largement les relations hiérarchiques au sein de ces corps de l'Etat saoudien, au point que l'appartenance « clanique » puisse dans certains cas subsumer le grade militaire. L'identification des « clans » les plus influents apparaît donc incontournable pour appréhender le fonctionnement de l'appareil militaire et sécuritaire du royaume. Et ce d'autant plus que l'origine de ces « clans » d'ascendance bédouine transcende souvent les frontières des Etats constitués. Cette donnée a nécessairement une incidence sur la posture géostratégique de l'Arabie saoudite dans les crises régionales, tout particulièrement syrienne et [ou] irakienne. Elle peut également apporter des éléments de compréhension systémique sur les réseaux existants informels, et aider à déterminer les personnalités [essentiels] du régime saoudien qui comptent ; celles qui ont une influence sur les choix en matière de politique de sécurité et de défense du royaume. Des observations qui peuvent être utiles dans l'appréhension d'une

succession dont les modalités demeurent complexes, malgré les timides tentatives de simplification apportées récemment.

complex, despite the timid recent attempts of simplification.



Abstract

Saudi Arabia is the only state of the planet (besides Liechtenstein) the name of which derives directly from that of a ruling dynasty, established in 1932 by the founding king, Abdulaziz II Al Saoud, better known in the West under the name of Ibn Saoud, in reference to his eponymic ancestor of the XVIIIth century. The realm of Saudi Arabia thus constitutes, strictly speaking, a dynastic State of which the 'national' identity in the western sense of the term has never composed the primacy of its political existence on the international scene. Since the death of Ibn Saoud in 1953, his descendants succeeded each other on the throne according to a mechanism particularly complex, due to the uterine logic of the prolific polygamistic descendance of the sovereign founder. This led to the constitution of multiple 'clans' in more or less open rivalry. Every 'clan' tries to promote one of their own to the head of the most important posts of the regime, most often concerned with the security problem of the realm. This 'clan' organization therefore logically has a number of repercussions on the structure, the functioning and the management of both the armed and security forces. If the choice of the decision-makers is always made within the members of the royal family, the 'tribal' membership generally, and 'clan' in particular, determines always largely the reality of the hierarchical relations within these same armed forces. The 'clan' membership can even, in certain cases, change the hierarchical ranks. The identification of the most influential 'clans' seems thus inevitable to understanding the function of the military and security devices of the realm. Especially since the origin of these 'clans', of bedouin ancestry, often transcends the borders of the established States. Given this, it is not without incidence that the geo-strategic posture of Saudi Arabia in the region is particularly significant concerning the Syrian and Iraqi crises. And it may also bring elements of understanding on the existing informal networks that determine the proeminent personalities of the Saudi realm. Some elements who have an influence on the choices in politics of security and defence of the realm, with the perspective of a succession in the modalities which remain

Depuis la création du royaume d'Arabie saoudite par Ibn Saoud, la question de la transmission du pouvoir est posée de façon particulière. En effet, contrairement au modèle occidental de transmission verticale par les descendants (fils ou fils et filles du souverain - voie « agnatique »), la succession saoudienne s'opère jusqu'à aujourd'hui par transmission horizontale entre les fils du fondateur (voie « adelphique ») selon l'âge et aussi selon l'ordre hiérarchique de leur maison (place de la mère). Mais ce modèle se révèle désormais dysfonctionnel dans la mesure où accèdent désormais au trône des vieillards plus ou moins bien portants - quand ils y arrivent ! Modèle qui pose aujourd'hui le problème de la stabilité politique du royaume et, corrélativement qui influe sur la stabilité régionale elle-même.

Or, plusieurs changements de position de personnes réputées d'importance majeure au sein du régime saoudien viennent successivement d'intervenir, en très peu de temps, au cours du premier semestre de l'année 2014.

Le premier avait eu lieu avec la désignation par décret royal, le 27 mars 2014, du prince Mouqrin b.¹ Abdulaziz Ibn Saoud, un demi-frère ou « frère consanguin » - c'est-à-dire né du même père, en l'occurrence Abdulaziz Ibn Saoud, en référence à l'ancêtre éponyme du XVIII^e siècle, un certain Muhammad I^{er} b. Saoud b. Mouqrin Al Saoud, mais né *Akh minal ab* (« d'une mère différente ») -, de l'actuel roi Abdallah b. Abdulaziz Ibn Saoud, en tant que Vice-prince héritier (VPH) du *wali al haad* (« Prince héritier » en titre). A 68 ans, il est aujourd'hui le plus jeune des fils encore vivants du roi fondateur. Le 1^{er} février 2013, Mouqrin avait déjà été nommé second vice-Premier ministre. Le roi conservant pour lui le titre de Premier ministre et le Prince héritier (PH) étant de manière conventionnelle premier vice-Premier ministre, le second vice-Premier ministre est, tout aussi conventionnellement et de façon présomptive, le futur prince héritier. Cela implique théoriquement que le prince Mouqrin devrait être PH à la suite de l'actuel PH Salman - également un « frère consanguin » - lorsque ce dernier sera appelé à succéder à Abdallah qui

1. « b. » dans le texte correspond à bin (« fils de ») ou à bint (« fille de »).

a manifestement jugé nécessaire de verrouiller cet ordre de succession en créant un « vice-prince héritier », une première dans l'histoire du royaume. Selon ledit décret royal, le prince Mouqrin serait proclamé roi « en cas de vacance simultanée aux postes de PH et de roi ». Le décret précise encore que la décision royale est « irrévocable et ne peut en aucune manière être modifiée ou remaniée ou interprétée par quiconque ». La conséquence du caractère irrévocable du décret royal réside notamment dans le fait que Salman se voit privé à l'avance du choix de son propre PH, tant il paraît impossible, s'il accède effectivement au trône - ce qui n'a rien d'assuré puisqu'on le dit atteint de la maladie d'Alzheimer -, qu'il le remette en cause. Quelques jours avant sa publication officielle, cette décision avait étrangement été anticipée par les réseaux sociaux, dont la jeunesse saoudienne est familière. Il se trouve que ce royaume saoudien est le pays du monde qui détient le record mondial de l'utilisation de twitter, notamment avec le twitter anonyme @mujtahidd connu sous le nom de *The diligent* ou *The authority*, qui a revendiqué près de 1,5 million de *followers* en mars 2014 ou encore le twitter Tafshan @9afshan. Ils ont abondamment relayé la nouvelle de la nomination du prince Mouqrin au poste de PH et les rumeurs sur l'état de santé défaillant du roi Abdallah. Ce dernier aurait ainsi pris soin de faire valider sa décision par le « Conseil d'allégeance » de la famille royale dirigé par le prince Mishaal b. Abdulaziz Ibn Saoud (88 ans), lequel Conseil (que l'on dit composé de 15 fils du roi fondateur et de 19 petit-fils) est censé prendre en compte les intérêts de la trentaine de lignées constitutives de la famille régnante Al Saoud et est théoriquement en mesure de rejeter le nom proposé par le roi comme « prince héritier » (PH). Cette validation de la décision royale aurait obtenu les suffrages de plus des trois quarts de ses membres, ce qui signifie - en contrepoint - qu'une forte minorité s'y serait opposée. Cette opposition ne tiendrait pas aux compétences du prince Mouqrin. Ancien pilote de F-15 formé au Royaume-Uni, brièvement chef des services de renseignement (entre 2005 et 2012), il a été gouverneur des provinces de Hail et de Médine. Il dispose donc de toutes les qualifications communément requises pour devenir un futur roi s'il n'y avait un lignage jugé problématique puisque sa mère Baraka, d'origine yéménite, aurait été au pire une esclave, au mieux une simple concubine, et non l'une de la vingtaine d'épouses « légitimes » du roi Ibn Saoud. Il ne fait guère de

doute que, comme le vote au sein du Conseil d'allégeance semble le laisser penser, les luttes d'influence font et feront rage davantage encore pour savoir qui s'imposera après lui.

Dans cette configuration incertaine, cette désignation inédite d'un VPH avait été suivie de peu du retrait attendu, et officialisé le 15 avril 2014 par décret du roi Abdallah, du neveu de ce dernier, à savoir le prince Bandar b. Sultan b. Abdulaziz Ibn Saoud (65 ans), du poste très sensible de chef d'*Al Mukhabarat Al A'amah*, plus connu sous l'acronyme anglo-saxon *General Intelligence Directorate/GID* (soit les services secrets saoudiens) qu'avait d'ailleurs précédemment occupé le prince Mouqrin, avant de transmettre le relais précisément au prince Bandar, également neveu du précédent. Tout l'enjeu consiste à évaluer la portée de ces changements à l'aune d'un processus de succession des plus complexes dans le cas saoudien - nonobstant une tentative de simplification apportée par Abdallah en 2006 avec la création du « Conseil d'allégeance » susmentionné. En effet cette « simplification » ne réglait pas totalement le problème du passage de témoin inter-générationnel, et ce, alors que le roi Abdallah, nonagénaire grabataire se déplaçant aujourd'hui en chaise roulante avec un appareil d'assistance respiratoire, est dit depuis longtemps malade et serait même en phase terminale. On rentre là dans le champ opaque de la « Saoudologie » qui, *ceteris paribus*, renvoie souvent à ce que fut en son temps la « Kremlinologie », à savoir une méthodologie d'extrapolation à partir d'indices parfois ténus induisant des supputations, à défaut de faire partie du cercle très fermé des *decision-makers* du régime ou d'être un *insider* anonyme comme le twitter @mujtlahidd qui ne se prive pas de laisser régulièrement filtrer et relayer le contenu confidentiel des nombreuses tensions internes qui s'expriment au sommet du régime. La question prend une acuité toute particulière alors que les appétits divers des près de 200 grands princes de la deuxième génération s'aiguisent dans la perspective de la disparition prochaine du roi Abdallah et d'une transition qui s'annonce pour le moins tendue. Ces petits-fils du prolifique roi fondateur Ibn Saoud, qualifiés d'Altesses royales (AR), sont donc prétendantes au trône, sur les quelque 4 000 simples Altesses (A) selon le prince Talal b. Abdulaziz Ibn Saoud (83 ans), le 17^{ème} fils du roi fondateur - père du milliardaire Walid b. Talal b. Abdulaziz Ibn Saoud à la tête du *Kingdom Holding* -, et officiellement en

charge de veiller à la situation financière des membres d'une famille royale le plus souvent oisive. Le prince Talal, partisan déclaré d'une monarchie constitutionnelle, avait spectaculairement démissionné du « Conseil d'allégeance » le 16 novembre 2011 pour manifester son désaccord à la nomination alors du très conservateur feu le prince Nayif b. Abdulaziz Ibn Saoud. Il avait de nouveau manifesté sa prise de distance à propos de ce jeu de « chaises-musicales » lorsqu'il avait écrit un tweet en date du 30 avril 2014 dans lequel il précisait qu'il n'avait en aucune manière félicité Mouqrin b. Abdulaziz Ibn Saoud quant à sa désignation en tant que nouveau PH nonobstant le fait qu'il avait reçu des remerciements à ces supposées félicitations. Une manière de signaler que cette désignation n'avait pas été faite conformément à la règle en vigueur au sein du Conseil d'allégeance qu'il fut amené à présider par le passé. C'est dire si les tensions internes au régime transpirent peu ou prou publiquement. De fait, le régime saoudien se trouve sans doute, face à un double défi transitionnel en termes d'horloge biologique autant que politique.

Cette impatience de la toute relative « jeune » génération - certains des petits-fils sont déjà peu ou prou plus âgés que le plus jeune des fils encore vivants d'Ibn Saoud, en l'occurrence le prince Mouqrin surnommé - avait de fait déjà été prise en compte par anticipation lors de l'adoption de la Loi fondamentale du royaume du 1^{er} mars 1992 durant le règne de feu le roi Fahd b. Abdulaziz Ibn Saoud, mort à 84 ans le 1^{er} août 2005. Cette loi décidait de combiner à la fois deux logiques : une logique horizontale par voie « adelphique » (de frère à frère, par ordre d'âge décroissant) mais également par primogéniture, en respectant préalablement l'ordre des aînés de chacune des épouses légitimes, ce qui conduit mécaniquement à une gérontocratie structurelle problématique ; une logique verticale - primogéniture agnatique où les fils du roi priment sur ses oncles qui se trouvent être les frères du père. Ainsi s'ouvrait la possibilité de l'accession au trône au plus « capable » des impétrants de la deuxième génération « conformément aux principes du Coran et du prophète », et de manière secondaire, aux postes stratégiques en termes sécuritaires et/ou financiers. Le critère dirimant pour accéder au trône demeurait néanmoins toujours aussi obscur : il pourrait tout aussi bien relever de *charaf* (« honneur ») que de *ilm* (« science »), ou encore de *hasad* (« mérite »), voire de *barakah* (« protection » ou « bénédiction »),

laquelle se manifesterait, par exemple, en permettant de survivre à une tentative d'attentat (à l'instar du prince Muhammed b. Nayif miraculeusement épargné le 27 août 2009 par un attentat-kamikaze en pleine trêve du ramadan). Toujours est-il que ce changement de génération représente un saut dans l'inconnu pour *ahl al-bayt* (« la famille de la maison ») Al Saoud, noyau patriarcal à l'origine de la pléthorique descendance princière, dans la mesure où plusieurs *hamula* (« clans ») se disputent allègrement la prééminence successorale au sens large. Dans cette lutte souterraine, une logique implicite matrilineaire (*via* les multiples et nombreuses épouses) joue - non sans paradoxe dans une société fondée théoriquement sur le primat du *nasab* agnatique de la structure patriarcale - un rôle majeur dans les solidarités qui prennent une forme de type « clanique » somme toute logique dans le cas de « frères » enfantés par une même mère. C'est ainsi que se distinguent aujourd'hui un certain nombre de « clans » dont l'un des principaux fut surnommé le « clan des sept » ou les « Sept S », à savoir celui des sept fils nés de la même mère, en l'occurrence la princesse Hassa b. Ahmad al-Soudayri - la 6^{ème} épouse du roi fondateur et la préférée de la vingtaine de ses femmes officielles. Cette princesse, issue d'une influente famille de la tribu Dawasir (présente au Sud de la province du Nedj qui constitue le cœur géopolitique du royaume saoudien) leur avait appris dès leur plus jeune âge qu'ils devaient faire front ensemble, sous peine de se voir évincés par les autres fils du patriarche Abdulaziz Ibn Saoud. Les sept *Chakik* (« frères germains ») n'avaient jamais oublié la leçon et bien qu'ils n'éprouvassent pas toujours d'affection particulière les uns envers les autres, ils ont toujours su faire preuve d'une solidarité sans faille lorsqu'ils sentaient leurs intérêts menacés. Ce « clan des sept » a donné un roi, Fahd b. Abdulaziz Ibn Saoud, le premier Soudayri à être monté sur le trône et qui sera peut-être d'ailleurs le seul compte tenu de l'âge avancé de ses frères, dont pas moins de trois sont devenus PH : il s'agit du prince Sultan b. Abdulaziz Ibn Saoud d'abord, après avoir été ministre de la Défense durant près de 50 ans ; puis du prince Nayef b. Abdulaziz Ibn Saoud, après avoir été l'inamovible ministre de l'Intérieur pendant presque 40 ans ; et encore du prince Salman b. Abdulaziz Ibn Saoud, après avoir été le puissant gouverneur de Riyad près de 60 ans et, par ailleurs aujourd'hui, actuel vice-Premier ministre en même temps que ministre de la Défense

depuis novembre 2011. Leur frère Turki b. Abdulaziz Ibn Saoud (quasiment 80 ans), fut pour sa part vice-commandant de la « Garde nationale » ainsi que vice-ministre de la Défense aux côtés de feu le prince Sultan durant près d'une décennie. Un autre frère, Ahmad b. Abdulaziz Ibn Saoud (72 ans) fut, quant à lui, vice-ministre de l'Intérieur aux côtés du prince Nayif durant près de 40 ans. Enfin, Abdul-Rahman b. Abdulaziz Ibn Saoud, actuel doyen de la fratrie (83 ans), homme d'affaires important, politiquement plus en retrait que ses autres frères, fut tout de même vice-ministre de la Défense aux côtés de feu le prince Sultan, plus d'une trentaine d'années.

Ce « clan des sept » initial s'est trouvé prolongé en « sous-clans » agnatiques avec les fils de chacun des « Sept S » tous dotés de solides prétentions en dépit de positions respectives parfois inégales. C'est là que l'on retrouve certains des plus sérieux prétendants au trône de la deuxième génération. Un « sous-clan » Bin Sultan est constitué, selon la pratique polygamique en vigueur, de fils nés de plusieurs épouses : c'est notamment le prince Bandar b. Sultan (65 ans), le plus « américanisé » des princes de la deuxième génération pour avoir été ambassadeur à Washington durant plus de 20 ans (1983-2005) au point d'avoir été surnommé « Bandar Bush » pour ses liens avec la famille éponyme. Après avoir connu une forme de « traversée du désert », il était parvenu à se réinstaller dans la configuration du pouvoir saoudien en étant d'abord nommé chef du Conseil de sécurité national lors de son retour à Riyad en 2005, puis chef du *General Intelligence Directorate* (GID) c'est-à-dire les services de renseignement du royaume le 19 juillet 2012... jusqu'à son retrait sur décision royale le 15 avril 2014. S'il peut éventuellement être un « faiseur de rois » dans le cadre d'une succession mouvementée, il ne pourra vraisemblablement jamais prétendre lui-même au trône du fait d'un pedigree jugé réhibitoire par ses demi-frères ou « frères consanguins » c'est-à-dire *Akh minal ab* (« nés de mère différente »). Il est en effet le fils d'une certaine Khirazan, une esclave noire de 16 ans, d'origine soudanaise, dite *Umm Bandar* - littéralement « mère de », avec laquelle le Prince Sultan avait entretenu une liaison aussi passagère que passionnée. L'islam ne reconnaît pas la notion d'enfant « bâtard », mais n'exige pas pour autant que le père traite tous ses enfants de la même façon. Le jeune Bandar fut par la suite délaissé par son père au point que feu le roi Fayçal - 3^{ème}

roi qui régna durant une décennie (novembre 1964-mars 1975) et demi-frère (« consanguin ») de feu le prince Sultan -, s'en émut et fit même des remontrances à celui qui était déjà ministre de la Défense. C'est Fayçal qui avait finalement contraint ce dernier à reconnaître l'enfant lorsque celui-ci eut atteint l'âge de treize ans, et à en faire ainsi une « Altesse royale », donc un prétendant putatif au trône. Par la suite, Fayçal lui donna même en mariage une de ses filles, la princesse Hayfa b. Fayçal b. Abdulaziz Ibn Saoud plus connue sous le nom de Hayfa Al Fayçal, celle-là même qui s'est retrouvée accusée, en novembre 2002, d'avoir malencontreusement versé d'importantes sommes d'argent à un ressortissant saoudien indirectement lié à deux des terroristes du 11 septembre 2001. Par ce mariage, le prince Bandar se trouve ainsi indirectement rattaché au « clan » Al Fayçal. Ce « clan » est composé de huit frères engendrés par feu le roi Fayçal, dont deux princes se distinguent : le prince Saoud b. Fayçal b. Abdulaziz Ibn Saoud (74 ans), inamovible ministre des Affaires étrangères saoudiennes depuis près de 40 ans ainsi que son « frère germain » Turki b. Fayçal b. Abdulaziz Ibn Saoud, omnipotent chef du GID durant près de 25 ans jusqu'à son limogeage de son poste par feu le roi Fahd le 31 août 2001, soit à peine un mois avant les attentats du 11 septembre. Tous deux sont considérés comme très proches du « clan » Soudayri et tout particulièrement du prince Salman b. Abdulaziz Ibn Saoud qui fut un des promoteurs du *djihad* anti-soviétique en Afghanistan *via* sa supervision du fameux *Makhtab al-Kidamat* connu sous l'acronyme MAK (« Bureau des services ») par où est passé un certain... Oussama b. Laden (OBL).

Le prince Bandar a pu compter un temps sur la solidarité « agnatique » soudayri de son demi-frère Salman b. Sultan (37 ans) devenu, le 7 août 2013, vice-ministre de la Défense sous la tutelle de son oncle, le désormais PH Salman en même temps que ministre de la Défense en titre. Cela permettait - après le limogeage surprise par le roi Abdallah le 20 avril 2013 d'un autre fils de feu le prince Sultan, le prince Khalid b. Sultan b. Abdulaziz Ibn Saoud, remplacé temporairement à ce poste jusqu'au 7 août 2013 par Fahd b. Abdullah b. Muhammed Al Saoud (un « prince de sang », mais pas un descendant direct du roi fondateur) - de faire revenir le ministère de la Défense dans le giron du lignage Soudayri, et tout particulièrement du « sous-clan » B. Sultan. Celui-ci l'a toujours considéré comme

son monopole, compte tenu du caractère stratégique du poste, peut-être moins en termes de sécurité « nationale » d'ailleurs qu'en termes d'avantages financiers générés par les rétro-commissions inhérentes à la signature régulière de méga-contrats d'armements. A l'image du fameux et sulfureux contrat *al-Yamamah* (« La Colombe » en arabe) signé en 1985 et qui a défrayé la chronique en 2007 avec des révélations sur les colossales rétro-commissions de plusieurs centaines de millions de dollars dont le prince Bandar avait été partie prenante. Dans ce nouveau « jeu de chaises musicales », Salman b. Sultan avait été limogé de son poste par décret royal en date du 14 mai 2014 au profit du prince Khalid b. Bandar b. Abdulaziz Ibn Saoud (63 ans) et l'un des petits-fils du roi fondateur. Ce dernier est aujourd'hui considéré généralement comme un « homme du roi [Abdallah] » et était d'ailleurs jusque-là gouverneur du Riyad où il est remplacé par Turki b. Abdallah b. Abdulaziz Ibn Saoud, qui se trouve être l'un des fils du roi Abdallah. A peine 45 jours après sa désignation à ce poste, ce même Khalid b. Bandar b. Abdulaziz Ibn Saoud a été nommé officiellement par décret royal en date du 30 juin 2014 nouveau chef des services de renseignement.

En contrepoint du « sous-clan » B. Sultan en voie d'affaiblissement relatif puisqu'il conserve tout de même son poste de secrétaire général du Conseil de sécurité national saoudien et qu'il a été nommé également par un autre décret royal du 30 juin 2014, conseiller et émissaire spécial [notamment sur l'Irak, NDA], un autre « sous-clan » entend bien faire perdurer les intérêts du clan Soudayri en faisant valoir son incontournable expertise dans la lutte contre une menace terroriste accrue du fait de la pression que fait monter l'EIIL sur les frontières du royaume depuis l'Irak voisin : c'est le « sous-clan » B. Nayif, issu de feu le PH Nayef et représenté par l'actuel ministre de l'Intérieur, Muhammad b. Nayif (dit MBN). Le roi Abdallah l'a officiellement nommé à ce poste le 5 novembre 2012. Le fils de l'ancien PH était demeuré jusque-là vice-ministre de l'Intérieur chargé de la sécurité. Il a ainsi remplacé son oncle Soudayri, le prince Ahmad b. Abdulaziz Ibn Saoud, lequel aurait quitté son poste « à sa demande » selon la formule consacrée en usage au palais après avoir été ministre en titre à peine un an (entre juin et novembre 2012). Muhammad b. Nayif (55 ans), l'homme fort du ministère de l'Intérieur, était *de facto* ministre de l'Intérieur depuis

plusieurs années où il officiait déjà auprès de son père. Il fait partie des « princes de sang » (AR) de la 2^{ème} génération, celle des petits-fils du roi fondateur Abdulaziz Ibn Saoud, et accède de cette manière à une position de premier rang dans la perspective de la succession qui se profile. Muhammad b. Nayif est de fait devenu une personnalité-clé du système saoudien. Il apparaît en quelque sorte incontournable dans le cadre du jeu politique interne, et dans le cadre de l'action globale contre le terrorisme. Les budgets de son ministère sont de plus en plus conséquents, et ses programmes, jugés toujours stratégiques, sont de fait rarement contestés. A ce titre, il est devenu un interlocuteur privilégié des gouvernements et des industriels de la défense et de la sécurité en général, notamment pour le contrat *MIKSA* portant sur le système de surveillance des frontières du royaume. Celui qui fait figure de « Monsieur sécurité » du royaume, confirmé dans sa fonction alors que son cousin le prince Khalid b. Sultan était brutalement évincé de son poste de vice-ministre de la Défense, est aujourd'hui perçu comme une personnalité centrale dans le système saoudien par les Américains. Ces derniers lui réservent un accueil quasi « royal » lors de ses visites à la Maison-Blanche, au *State Department* et au *National Security Council*. Son assise lui permet désormais de pousser ses autres « frères germains » comme Saoud b. Nayif qui a été nommé, le 14 janvier 2013, par le roi Abdallah, gouverneur de la province orientale - jugée ultra-sensible dans la mesure où il s'agit de la province pétrolière du royaume mais aussi celle où se trouve la minorité chiite - en remplacement de Muhammed b. Fahd, gouverneur de cette province orientale depuis 1985 et représentant controversé d'un « sous-clan » Fahd en voie d'affaiblissement accéléré du fait d'une descendance qui n'a jamais brillé par ses compétences gouvernementales. Muhammed b. Fahd est ainsi surnommé *Mad Spender* (« le flambeur ») pour sa propension à dilapider des fortunes au jeu dans les casinos et s'est vu attribuer le sobriquet de « Bulldozer » pour son comportement de prédateur sans scrupules dans le monde des affaires. Le fils de feu le roi Fahd, qui était haï par les populations chiites locales pour sa brutalité, était en outre stigmatisé pour sa corruption outrancière. Le fait est que le nouveau titulaire du poste de la province orientale, Saoud b. Nayif, a incontestablement bénéficié du soutien de son puissant frère qui, en tant que ministre de l'Intérieur, a dans ses attributions le contrôle des activités des gou-

verneurs de province. La disgrâce de Muhammed b. Fahd semble par ailleurs confirmer le fait que les fils des anciens rois perdent souvent en faveur lorsque leur père n'est plus de ce monde. Cela avait déjà été le cas des fils des rois précédents comme ceux de feu le roi Saoud (entre 1953 et 1964), même si cette donnée demeure à relativiser avec les fils de feu le roi Fayçal qui ont exercé d'importantes responsabilités longtemps après la disparition de leur père. Il n'en reste pas moins que le poids du « clan » Fayçal tend aujourd'hui à diminuer avec l'effacement relatif du prince Turki b. Fayçal b. Abdulaziz Ibn Saoud, qui avait très brièvement succédé au prince Bandar b. Sultan b. Abdulaziz Ibn Saoud en tant qu'ambassadeur à Washington (entre 2005 et 2007), ainsi qu'avec le retrait « programmé » de Saud b. Fayçal b. Abdulaziz Ibn Saoud de son poste de ministre des Affaires étrangères saoudiennes, lequel serait dit sur le départ « à sa propre demande », sans doute pour raisons de santé. L'un des fils du roi Abdallah, Abdulaziz b. Abdallah b. Abdulaziz, vice-ministre des Affaires étrangères en même temps que conseiller spécial de son père au palais, serait désormais pressenti pour succéder à terme à Saud Al Fayçal et empêcher ainsi le prince Turki al Fayçal de viser le poste en cas de départ de son frère Saud. Selon le site en ligne *rai-al-youm.com* du journaliste palestinien Abdel Bari Atwan, ce départ aurait été planifié depuis longtemps mais Fayçal l'aurait retardé faute de « personne qualifiée pour le remplacer ». Ce serait en tout cas une page qui se fermerait et qui hypothèquerait partiellement les prétentions éventuelles du « clan » Al Fayçal pour la transition à venir.

Cette logique apparente d'affaiblissement du lignage agnatique du roi défunt est certainement l'une des principales préoccupations de l'actuel roi Abdallah, lequel ne dispose pas d'un « clan » puisqu'il n'a pas de *Chakik* (« frères germains ») mais seulement des demi-frères ou « frères consanguins » avec lesquels il est en rivalité permanente. Il n'a eu qu'un « frère utérin », c'est-à-dire de la même mère mais d'un père différent (*Akh minal Oum*). En effet, Abdallah est le fils de Fahda b. Assi Al Churaym, issue d'une branche de la grande confédération tribale Shammar dont l'aire s'étend de l'Arabie septentrionale à la Djézireh syrienne et à la haute Mésopotamie. Le roi fondateur l'avait prise comme 12^{ème} épouse dans le cadre d'une stratégie matrimoniale destinée à asseoir son pouvoir en s'alliant à la dynastie Rachidite du Haïl

vaincue en 1921 par le futur Ibn Saoud. Il se trouve, en effet, que Fahda b. Assi Al Churaym avait préalablement été mariée à celui qui avait été le deuxième et avant-dernier émir du Haïl, un certain Saoud b. Abdelaziz b. Mutaïb Al Rachid - lequel devait être assassiné par son propre cousin, Abdallah b. Moutaïb Al Rachid, dernier émir du Haïl - et dont elle avait précisément eu un premier fils avant Abdallah, en l'occurrence un certain Mishal b. Saoud Al Rachid (1913-1931). Cette donnée tribale est encore loin d'être négligeable lorsque l'on sait que l'actuel chef de la Coalition nationale syrienne anti-Bachar, Ahmed Assi Jarba, se trouve être un cousin éloigné du roi Abdallah, également d'ascendance shammar. Mais cette ascendance shammar d'Abdallah, que les hasards de l'ordre de préséance ont fait roi, n'a jamais véritablement été du goût de nombre d'autres princes qui revendiquent une affiliation tribale différente qui se veut une branche du Nedj oriental de la confédération tribale Anazeh, même si l'origine de la famille Al Saoud serait plutôt rattachée à la tribu cousine des Banu Hanifa (cœur du Nedj). Or la tradition orale épique témoigne de la rivalité atavique entre Shammar et Anazeh. Cela signifie que la position du roi Abdallah, ou plutôt de sa descendance, est loin d'être assurée en interne dans la perspective de la prochaine succession. Il doit dès maintenant se préoccuper des intérêts de ses enfants. C'est la raison pour laquelle il pousse prioritairement le prince Mitab b. Abdullah b. Abdulaziz Ibn Saoud (62 ans), - un des princes les plus âgés parmi ceux de la deuxième génération susceptibles de prétendre au trône - qui a été promu chef d'*al Hars al Watani* (« Garde nationale ») que son père avait lui-même dirigée durant plus de 40 ans, non sans avoir eu à se battre pour se maintenir à cette fonction prestigieuse que convoitaient avidement ses demi-frères du « clan des sept ». La « Garde nationale » également appelée « garde royale » fait figure de garde prétorienne du régime saoudien et elle ne dépend en réalité que de son chef, aujourd'hui le prince Mitab. La principale caserne se trouve dans le Qassim, au cœur du Najd où elle recrute la plupart de ses membres selon leur affiliation tribale (Otaybah, Qhatan). En principe, cette « Garde nationale » est d'une loyauté à toute épreuve et incarne les valeurs bédouines et wahhabites des origines de l'Etat saoudien *via* la *bay'a*, l'allégeance personnelle au souverain, tout en étant par ailleurs *Cheikh al Macchayyikh*. (« chef suprême de l'armée »). Mais c'est aussi de là que peuvent surgir certains problèmes, comme lors de la

prise de la Mosquée de La Mecque en novembre 1979 par des insurgés millénaristes. Abdallah qui la dirigeait depuis 1963 avait dû rentrer précipitamment du Maroc où il se trouvait alors et s'était empressé de souligner que les unités de la « Garde nationale » principalement issues des tribus Utayba et Qahtani s'étaient valeureusement illustrées durant les combats qui avaient permis l'établissement du pouvoir dynastique saoudien, comme pour renforcer l'anomalie supposée constituée par le fait que les chefs des insurgés étaient précisément issus de ces deux tribus. Le retour précipité du Prince Abdallah était à l'époque amplement justifié par la nécessaire reprise en main de la « Garde nationale » dont ces tribus constituent la base de recrutement et qui avaient autrefois fourni les contingents les plus importants des fameux *Ikhwans* (« frères » qui étaient en fait milices armées islamiques) créés par Ibn Saoud pour construire son royaume une soixantaine d'années auparavant. La force d'Abdallah est qu'il a toujours eu pour lui de bénéficier à la fois du respect des milieux religieux wahhabites et de celui des tribus bédouines du Nedj dont il n'est pourtant pas directement issu mais dont il se sent proche. C'est sans doute ce qui lui a permis d'assurer sa mainmise sur la « Garde nationale » au détriment de ses demi-frères

rivaux et d'en transmettre la direction aujourd'hui à son fils. Deux précautions valant mieux qu'une, Abdallah a néanmoins décidé de faire de son fils, Mitab b. Abdullah b. Abdulaziz Ibn Saoud, un ministre de plein exercice par décret royal en date du 28 mai 2013 pour légitimer davantage sa fonction de chef de la « garde nationale » et avancer ses pions dans la perspective d'une succession qui s'annonce pour le moins ardue. La position de Mitab se trouve d'ailleurs renforcée par la nomination par décret royal en date du 14 mai 2014 de son frère le prince Turki b. Abdullah b. Abdulaziz Ibn Saoud au poste de gouverneur de Riyad, poste éminent traditionnellement considéré comme un tremplin pour se positionner favorablement dans le jeu subtil de la succession saoudienne. L'actuel PH et ministre de la Défense Salman b. Abdulaziz Ibn Saoud l'avait été durant de longues années (entre 1963 et 2011) avant que son *Chakik* (« frère germain ») Sattam b. Abdulaziz Ibn Saoud lui succédât le 5 novembre 2011 jusqu'à sa mort le 12 février 2013 à 72 ans et son remplacement par Khalid b. Bandar qui vient de laisser cette place convoitée à Turki b. Abdullah b. Abdulaziz Ibn Saoud alors même qu'un autre des fils du roi, Mishaal b. Abdullah b. Abdulaziz Ibn Saoud, détient déjà le poste, également très stratégique, de Gouverneur de La Mecque.◇

Auteur

David Rigoulet-Roze est enseignant et chercheur, ainsi que consultant en relations internationales, spécialisé sur la région du Moyen-Orient. Il est rattaché à l'Institut d'analyse stratégique (IFAS) où il est en charge depuis 2006 d'une veille stratégique entre l'Iran et les pays arabes particulièrement préoccupés de l'éventuelle accession de l'Iran au statut de puissance nucléaire. Il est également chercheur associé à l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE) ainsi qu'à l'Institut européen de recherche sur la coopération méditerranéenne et euro-arabe (MEDEA) de Bruxelles. Outre de nombreux articles, il a notamment publié *Géopolitique de l'Arabie saoudite : des Ikhwans à Al-Qaïda* (Armand Colin, 2005) et *L'Iran pluriel : regards géopolitiques* (l'Harmattan, 2011). Il enseigne par ailleurs dans plusieurs Ecoles supérieures de commerce (ESG).

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES - 75016 PARIS - TÉL : 01 43 13 77 77 - FAX : 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS-TOUS DROITS RÉSERVÉS